

# BULLETIN D'INSCRIPTION

Université d'automne  
29 et 30 novembre 2014  
Espace Reuilly,  
21 rue hénard – 75012 Paris  
M<sup>o</sup> Mongallet ou Dugommier

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
CP .....  
Localité .....  
Tél. ....  
E-mail .....  
Section .....  
Organisme (si nécessaire) .....  
.....

Tarifs d'inscription à  
l'université d'automne  
des 29 et 30 novembre 2014  
Chèque à renvoyer  
à l'ordre de la LDH

Inscription pour les deux jours  
☐ samedi 29 novembre et  
dimanche 30 novembre 2014  
Île-de-France : 29 € / Province : 22 €  
Étudiants, chômeurs  
et moins de 25 ans : 15 €

Inscription pour une journée  
☐ samedi 29 novembre 2014  
☐ dimanche 30 novembre 2014  
Île-de-France : 15 € / Province : 11 €  
Étudiants, chômeurs  
et moins de 25 ans : 7 €

Conception graphique : Pierre Bernard et Benoît Böhne, 2014

# ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ FRAGMENTATIONS OU REFONDATIONS ?

## ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ FRAGMENTATIONS OU REFONDATIONS ?

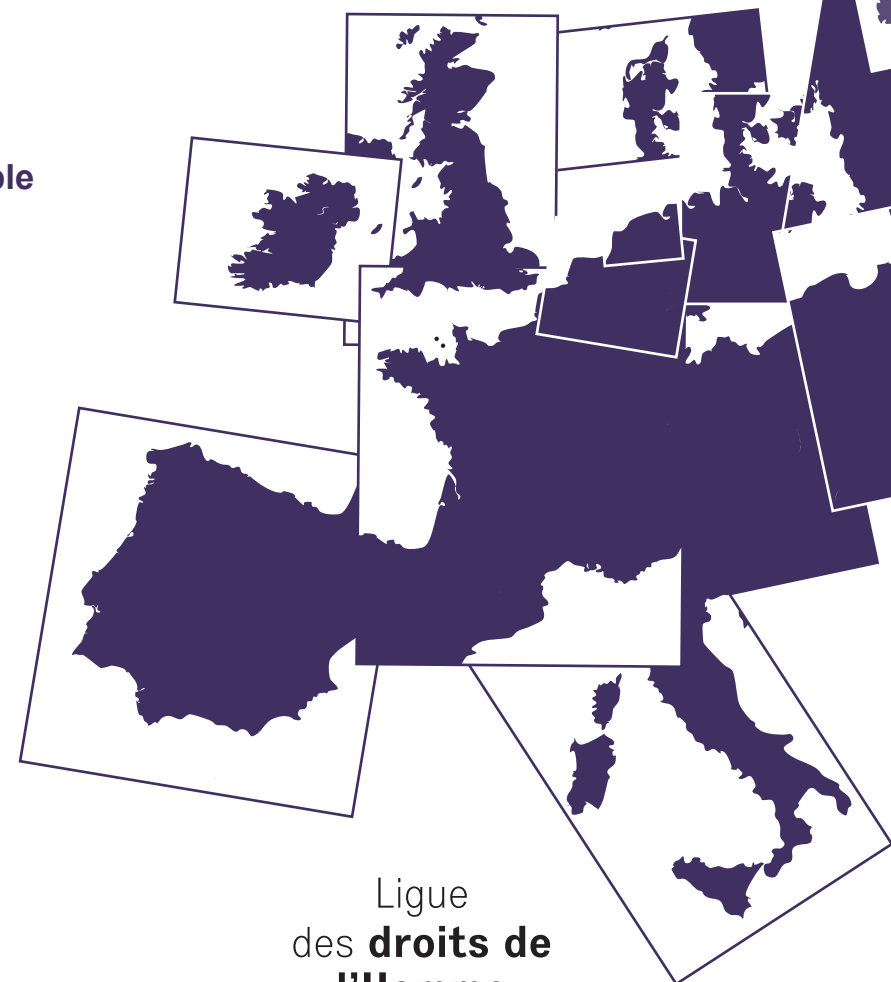
Avec la persistance de la stagnation de l'activité, d'un chômage massif et de déséquilibres macroéconomiques structurels, le poids de l'économie sur la société est plus lourd que jamais. La crise est aussi sociale, environnementale et politique. Elle accentue les inégalités et, plus structurellement, remet en cause l'organisation d'ensemble de la société, elle la fragmente. Pour apprécier ces tendances et leurs enjeux, trois approches seront privilégiées :

- l'appréciation de la domination économique et sociale, des mécanismes de mise en concurrence et d'exclusion qu'elle met en place ;
- la confrontation du modèle républicain d'égalité avec les discriminations anciennes et nouvelles qui se développent aujourd'hui ;
- la prise de conscience des limites de ressources de la planète et, simultanément, de l'appartenance de notre pays à un ensemble international plus interdépendant.

Cet événement est organisé avec le soutien du ministère de la Justice.

## UNIVERSITÉ D'AUTOMNE

29 et 30 novembre 2014  
Espace Reuilly, 21 rue hénard – 75012 Paris  
M<sup>o</sup> Mongallet ou Dugommier



Ligue  
des **droits de  
l'Homme**

FONDÉE EN 1898



 **LdH — Ligue des droits de l'Homme**  
138 rue Marcadet – 75018 Paris  
Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21  
ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org

9H00  
Accueil des participants

9H15  
Accueil par Catherine Baratti-Elbaz, maire du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ou par son représentant

9H20  
Ouverture : Michel Savy, membre du Bureau national de la LDH

## I – Mondialisation, constructions sociales et défense des droits

9H30  
Marchandisation compétitive, inégalités et lien social

**Animatrice : Françoise Dumont, membre du Comité central de la LDH**  
L'économie française est imbriquée dans un ensemble caractérisé par la « globalisation » des investissements et des échanges. Chaque système productif est mis en coopération et en concurrence avec ses voisins, comme avec le monde entier, dans un mouvement de restructuration, convergence et divergence, que la crise ne ralentit pas. Les systèmes de solidarité, composante fondamentale du lien social, sont touchés par ces évolutions et le principe européen de subsidiarité évoqué en cette matière est vidé de sens. Etablir que le modèle social européen, et singulièrement français, est un atout et non un handicap dans cette concurrence marchande, est une bataille politique majeure.

- Les inégalités sociales en France (Alexis Tchernouvanoff, secrétaire général de l'Observatoire des inégalités)
- Les inégalités territoriales en France (Philippe Estèbe, directeur de l'Institut des hautes études pour l'aménagement du territoire en Europe)
- Inégalités et répartition, éléments de comparaison en Europe (Michel Savy, économiste, professeur à l'université Paris-Est et membre du Bureau national de la LDH)

11H15  
Pause

11H30  
**Contrôles et libertés**  
**Animatrice : Maryse Artiguelong, membre du Comité central de la LDH**  
L'Internet est un espace planétaire d'échanges d'informations et de services, un média de communications et de liberté d'expression. L'utilisation de cet espace a un « coût » : nos données personnelles. Leur utilisation permet aux entreprises d'établir nos profils, de susciter nos besoins, et aux institutions d'analyser nos comportements et nous suivre à la trace, tels des terroristes potentiels. Au nom de la défense de la vie privée pour certains, du rétablissement de la confiance des internautes consommateurs pour d'autres, se pose la question de la gouvernance de l'Internet : ceux qui détiennent les technologies peuvent-ils décider de la sécurité, la confidentialité, la neutralité du Net ? Quels Etats, quelles autorités ont le pouvoir de décider de protéger les droits des citoyens ?

- La surveillance liée à l'usage de l'Internet (Antoine Lefebvre, historien des médias et expert des technologies de la communication)
- Quel avenir pour l'Internet pour quelle gouvernance mondiale ? (Bernard Benhamou, enseignant à l'université Paris 1 et ancien conseiller de la délégation française au Sommet des Nations unies sur la société de l'information)
- La protection des citoyens, le rôle de l'Union européenne (Elise Latify, juriste au service des affaires européennes et internationales de la Cnil)

13H00 – 14H30  
Déjeuner libre

SAMEDI APRÈS-MIDI

## II – Mondialisation, replis identitaires et modèle républicain

14H30  
**Crispations réactionnaires**  
**Animateur : André Déchot, responsable du groupe de travail « Extrêmes droites » de la LDH**  
Face à la crise du modèle néolibéral et conservateur dominant qui engendre

l'individualisme et l'accentuation des inégalités et des discriminations, des solidarités anciennes ou inédites se cristallisent. Elles sont diverses, dans leur nature et leurs objectifs. Certaines peuvent être qualifiées de « culturelles ». D'autres relèvent de réactions « souverainistes » ou se revendiquent du Peuple. Sont-elles toutes rétrogrades ? De quelles aspirations et de quelles peurs sont-elles l'expression ? Quelle attitude adopter face à ces expressions politiques ?

- Citoyennetés et appartenances en Corse et au-delà (André Paccou, membre du Comité central de la LDH)
- Les pièges de l'identité culturelle (Régis Meyran, anthropologue associé au Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture)
- Manif pour tous, Journées de retrait de l'école (JRE)... Peut-on parler d'un populisme chrétien ? (Jean-Marie Bonnemayre, président du Conseil national des associations françaises laïques)

16H00  
Pause

16H15  
**Réactions racistes et sexistes**

**Animatrice : Nadja Djerrah, membre du Bureau national de la LDH, coresponsable du groupe de travail « Femmes, genre, égalité »**  
La société fragmentée, c'est l'individu sans lien, sans sens, sans histoire. L'individu tenté de se rattacher à un groupe intermédiaire, identitaire, pour rompre sa solitude. Le danger, c'est la construction illusoire de la supériorité face aux autres catégories : altérité, différence, supériorité sont des défenses dangereuses. Chaque Autre devient un inférieur ou un ennemi. Quand ce processus rejoint des systèmes de domination historiquement construits, comme le colonialisme ou le patriarcat, il prend une ampleur redoutable.

- La construction de l'ennemi, islam imaginaire et stigmatisation de l'Autre (Alain Gresh, journaliste au *Monde diplomatique*)
- Instrumentalisation de l'égalité à l'encontre des droits des femmes (Marie-Josèphe Bonnet, historienne des femmes, cofondatrice du Fhar)
- Rassembler dans les combats antiracistes (Alain Jakubowicz, président de la Licra)

9H15  
**Laïcité, universalisme et pluralisme**

**Animateur : Daniel Boitier, membre du Comité central de la LDH**  
Dans un contexte bouleversé, la laïcité est redevenue un enjeu idéologique. Fondée sur la garantie d'une égale liberté, elle ne s'accommode ni d'un universalisme abstrait, masque à une assimilation « occidentaliste », ni d'une fragmentation communautariste juxtaposant des identités conflictuelles et négatrices de la liberté de conscience et de l'égalité. Il nous faut refuser de confondre égalité et uniformité, tout en évitant le piège d'une « diversité », alibi des culturalismes.

- L'affaire Baby-Loup en tant que conflit du travail (Michel Miné, juriste, professeur au Conservatoire national des arts et métiers et membre du Bureau national de la LDH)
- La jeunesse postcoloniale et postouvrière et les questions de laïcité (Joëlle Bordet, sociologue au Centre scientifique et technique du bâtiment et membre du Comité central de la LDH)
- Les mères accompagnatrices portant le foulard (Joël Roman, professeur de philosophie, membre de la rédaction d'*Esprit*)

10H45  
Pause

11H00  
**Démocratie territoriale**  
**Animateur : Jean-Pierre Dubois, président d'honneur de la LDH**  
La tradition d'uniformité indivisible française se heurte à une demande démocratique articulant des niveaux territoriaux de plus en plus nombreux (local, régional/territorial, national, européen, voire mondial). La résolution « République, diversité territoriale et universalité des droits » du congrès de Niort affirme la nécessité de mieux organiser ces appartenances, pour faire des singularités et des identités territoriales non des facteurs de replis identitaires ou inégalitaires, mais des vecteurs d'effectivité démocratique et de solidarité citoyenne. C'est à cette aune que nous pourrions aborder la réforme territoriale qui fait l'actualité.

- L'approche des sciences politiques (Bastien François, directeur du département de science politique de Paris 1 et conseiller régional d'Ile-de-France)

- L'approche du droit (Gérard Marcou, professeur de droit public comparé, université Paris 1 - sous réserve)
- La pratique politique (Céline Brailion, chargée de mission « concertation et cohésion sociale » au Bureau des territoires du Commissariat général au développement durable)

12H30 – 14H00  
Déjeuner libre

DIMANCHE APRÈS-MIDI

## III – Globalisation et biens communs de l'humanité

**Animateur : Jean-Louis Galzin, responsable du groupe de travail « Développement durable » de la LDH**

14H00  
**Démocratiser la mondialisation**

Le terme de bien commun porte un espoir, la réhabilitation du « penser ensemble » pour un avenir planétaire durable. Nous chercherons à approfondir ces mécanismes démocratiques à (ré)apprendre, et à voir sur quelques exemples (eau, terres cultivées, mais aussi accès à la connaissance) comment les articuler aux droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, aux besoins, à l'accès à la rareté, pour une issue démocratique aux défis d'aujourd'hui.

- Vers une intégration internationale ? (Bertrand Badie, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris)
- L'alimentation comme bien commun (Jose Luis Vivero, agronome, université catholique de Louvain)
- Le numérique et les communs de la connaissance (Valérie Peugeot, membre de l'association Vecam – réflexion et action pour l'Internet citoyen – et du Conseil national du numérique, responsable de la prospective dans le laboratoire de sciences humaines et sociales d'Orange Labs)

**Conclusions**  
par Pierre Tartakowsky, président de la LDH

# ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ FRAGMENTATIONS OU REFONDATIONS ?